

## **Le Courant du Futur Et les perspectives du printemps arabe**

L'année 2011 a vu l'explosion de mouvements de la jeunesse arabe, qui ont débuté en Tunisie et se sont étendus à d'autres pays arabes, en particulier ceux dirigés par des régimes militaires et sécuritaires, et dont les peuples ont souffert pendant de longues décennies de l'oppression autoritaire et de la violation des libertés publiques et individuelles. Ces états pâtissaient de l'absence d'une alternance pacifique du pouvoir et de l'atteinte à la dignité et aux droits de l'homme. Cette mouvance s'est distinguée par quatre caractéristiques essentielles : le nombre élevé et la diversité des participants, le fait que les jeunes sont majoritaires parmi eux, leur insistance sur le caractère pacifique de leur mouvement malgré l'oppression subie depuis le premier jour, et la convergence des slogans et objectifs : liberté, dignité, démocratie, pluralisme, justice, et Etat civil.

Dès les premières semaines, cette mouvance jeune et populaire a trouvé un écho profond auprès des Libanais et des partisans du Courant du Futur, ainsi que dans le monde arabe et sur la scène internationale. Cela est dû aux crises terribles vécues par nos sociétés arabes, pendant plus de quatre décennies. Durant cette période, les rues, places, villes et villages étaient presque vides. Les peuples arabes étaient privés de leur droit d'exprimer leurs opinions et leurs intérêts. La déprime s'est propagée, l'espoir en l'avenir s'est amenuisé dans les rangs d'une grande partie de la population, et l'oppression a été imposée comme faisant face à l'extrémisme. La dignité nationale et patriotique a été minée par la tyrannie organisée et l'Etat sécuritaire à l'intérieur, ainsi que par l'impuissance face aux invasions, guerres et ingérences étrangères, par l'oppression pratiquée au nom de la cause nationale et par toutes sortes de faiblesses et de marchés conclus au détriment de cette même cause.

Les partisans du Courant du Futur ont d'autant plus ressenti l'importance du changement mené par la jeunesse arabe, qu'il avait été, avec la majorité des Libanais, l'initiateur du Printemps libanais en 2005 suite à l'assassinat du président Rafic Hariri, et avait brandi l'étendard de la liberté, la dignité, l'indépendance et la justice. A l'instar des jeunes révolutionnaires arabes, ils avaient eux aussi été victimes de la violence organisée et des assassinats politiques, assassinats qui ont

atteint le chiffre de 220 depuis 1943. Mais leur détermination à lutter par l'action et l'espoir n'a pas été ébranlée pour autant, tout comme celle de leurs frères dans les autres mouvements de changement.

Le changement préconisé par les mouvements de la jeunesse arabe a eu lieu. N'étant ni un putsch imposé «d'en haut», ni un arrangement entre les parties au pouvoir, il a violemment secoué sociétés et Etats, touchant de profonds sujets dans la culture et la conscience des sociétés, tant au niveau de l'identité et de l'appartenance, que des notions morales, de la relation entre le pouvoir et la société et entre la religion et l'Etat, ainsi que des libertés individuelles. Il s'agit d'une élévation du niveau et de la qualité de la vie, de la dignité et de l'humanité de l'Homme. C'est pourquoi ce changement s'est rapidement mué en un processus vibrant à long terme, ayant une profonde incidence à tous les niveaux. Comme dans tout grand mouvement de changement, il est naturel que les positions diffèrent d'une catégorie sociale à une autre au sein du monde arabe, d'une société ou d'un Etat voisin à un autre, et d'un décideur dans la communauté internationale à un autre.

Et bien que ce grand et profond changement ait bénéficié de la solidarité et de la participation d'une pléthore de gens, surtout les Arabes (et parmi eux les Libanais), il n'en demeure pas moins qu'il a suscité et continue de susciter l'inquiétude et l'appréhension de certains groupes religieux, sociaux et politiques, sur base de la prise de conscience des intérêts, des expériences du passé, des aspirations ou des espoirs brisés. Parce que ce changement a bel et bien eu lieu, et parce que nous, public du Courant du Futur, en faisons partie, nous avons jugé nécessaire d'exprimer notre solidarité et notre participation à travers un document qui englobe les principales orientations de notre pensée et de notre action en cette étape historique de la vie de la nation et de ses fils.

Nous considérons le changement arabe comme une période de maturité, une nouvelle voie, une chance et un défi à la fois. C'est une chance, en ce sens qu'il place la nation arabe, dont nous faisons partie, à l'orée d'un nouvel avenir empli des ambitions de la jeunesse de notre nation de fonder des régimes politiques sur base du respect des droits et des libertés publiques, notamment les libertés religieuses, de la préservation de la dignité humaine, de la justice et de la droiture dans la gestion des affaires publiques. C'est un défi à notre aptitude, nous citoyens

libanais, à la révision et à la critique, à la renaissance morale, culturelle et politique, au dépassement - par le travail et l'action éclairée- des séquelles de la période passée, marquée par le despotisme et l'extrémisme et par les politiques des axes, période qui a divisé les sociétés, et forgé une rivalité entre la religion et l'Etat, entre les sociétés et leurs dirigeants.

L'objectif de la révision, du suivi, de la critique et de la lutte est de préserver l'union et la diversité de nos sociétés et la dignité de nos citoyens en ces temps de changement, et d'entreprendre une action commune, globale et avancée au niveau national avec toutes les composantes sociales, culturelles et politiques en vue de consolider la coexistence, et de prendre cette coexistence ainsi que le Pacte national et la Constitution comme points de départ pour redresser les affaires publiques et impliquer notre jeunesse dans la construction de leur avenir, l'avenir du Liban et de tous les Arabes.

Le changement lancé par la jeunesse arabe est un processus démocratique à long terme, qui va au-delà la tenue d'élections donnant lieu à une majorité gouvernante. C'est aussi une culture, une égalité totale entre les citoyens, une préservation des libertés publiques, un respect de la diversité et du droit à la différence, et un rejet du monopole des majorités, quelles qu'elles soient.

#### Premièrement : De la question nationale :

En principe, le Liban ne pâtit pas de l'absence d'un Etat civil contractuel depuis le temps du premier Pacte national, même si le système souffre de quelques imperfections. Ses citoyens ne manquent pas non plus de patriotisme. Toutefois, à l'heure où le Printemps arabe bat son plein, notre patrie et notre système se trouvent confrontés à maints obstacles et défis, étant donné les déséquilibres et les dangereux bouleversements qui ont secoué le pays et le système tout au long de sept décennies, et ce, en raison de cinq facteurs : 1- L'émergence de l'entité israélienne dans son voisinage après l'occupation de la plus grande partie de la Palestine en 1948, et de toute la Palestine en 1967. 2- La tendance de telle ou telle principale communauté dans certaines circonstances à la domination et au monopole de la décision, en violation des us et coutumes et des mécanismes du système. 3- L'utilisation du Liban, par des parties arabes, régionales et

internationales, comme arène de conflit en temps de crise, ce qui l'a rendu perméable à toutes sortes d'ingérences extérieures. 4- La tutelle et l'hégémonie sécuritaire syrienne sur le Liban et sur son pouvoir plus de trente ans durant. 5- L'incapacité d'élaborer et de développer un projet politique national qui protégerait la patrie, l'Etat et le système.

Nous, au sein du Courant du Futur, considérons que le Printemps arabe, de par sa large mouvance populaire et sa grande capacité de changement dans le monde arabe et régional, offre une chance exceptionnelle au Liban, à ses citoyens et à son système, pour sortir des enjeux et des dépendances. Cette chance se manifeste à trois niveaux :

1- Les changements stratégiques engendrés par les mutations démocratiques, et la coopération véritable et efficace des Etats de la Ligue Arabe sur différents plans, de sorte qu'il n'y ait plus de possibilité de politiques des axes et d'ingérences partitionnistes et destructives de la part des protagonistes régionaux et internationaux.

2- La transition vers la démocratie en cours en Syrie, de sorte à rectifier la relation entre les deux pays sur base d'égalité et d'équilibre, tel que l'a dit le Conseil national syrien dans son communiqué en date du 25/1/2012 et dans son message de solidarité adressé à l'alliance du 14 mars à l'occasion de la commémoration de l'assassinat du président Rafic Hariri. Le Conseil y a évoqué la correction radicale des relations entre les deux pays, en ce qui concerne l'amendement des accords, la démarcation des frontières, la solidarité et la coopération dans la protection des intérêts, et les liens naturels entre les deux peuples et Etats.

3- La prise de conscience par les Libanais -et parmi eux ceux qui utilisent les armes pour intimider les autres- en cette nouvelle ère arabe, de leurs intérêts nationaux, arabes et islamiques, et cela en choisissant, par une volonté commune, la réforme, la réconciliation, Taef et la Constitution.

Toutefois, la transformation stratégique résultant du lancement des mouvements de changement arabes ne suffit pas à renforcer et à réhabiliter le nationalisme libanais, après les échecs et les défaites qu'il a accusés. Toutes les parties politiques

libanaises sont tenues d'accompagner le changement arabe. Des responsabilités incombent aussi à la jeunesse libanaise, qui a une conscience civile, nationale et patriotique, et qui a fait ses preuves durant le Printemps libanais, en offrant des martyrs. Et voilà que leurs camarades arabes écrivent, par leurs luttes, une nouvelle Histoire, bâtissent de nouveaux systèmes qui, quoique controversés, balayent les temps de crise morale, politique et stratégique. Aussi la conscience civile et transformatrice de toute la jeunesse libanaise, toutes appartenances confondues, basée sur les libertés individuelles et publiques, et la citoyenneté fondée sur l'égalité des droits et obligations, est-elle capable d'insuffler un nouvel esprit à la coexistence et de donner un élan à la Constitution reposant sur la citoyenneté et le nationalisme libanais. Nous appelons à un nationalisme libanais basé sur le concept de l'Etat de la citoyenneté démocratique, et exhortons tous les Libanais à participer à l'élaboration de politiques qui nous débarrasseraient des manifestations négatives du système et mèneraient progressivement au véritable Etat civil.

#### Deuxièmement : De la question islamo- islamique:

Le Printemps arabe offre de nouvelles perspectives de communication et d'entente entre les composantes des sociétés arabes, notamment entre sunnites et chiites, après que la tension entre eux eût atteint les limites de la discorde en Iraq, et lors de l'entrée par la force des armes à Beyrouth en 2008. Cette tension est due à trois raisons : la particularité de la lucidité croissante des deux parties, quoique pour des raisons différentes, la lutte pour le pouvoir, et l'entrée dans les politiques des axes. Ce printemps naissant nous pousse à trouver de nouvelles formules pour éliminer cette tension, et à un rapprochement dans des cadres politiques reposant sur le principe de citoyenneté et de partenariat total dans la gestion de la vie publique.

Nul ne nie les différends sur maintes questions historiques et religieuses en dépit des points communs qui sont beaucoup plus nombreux. Ces différends doivent pourtant rester dans le cadre de la spécificité de chaque confession, qui doit être respectée et qu'il est inadmissible d'exploiter à des fins politiques ou d'utiliser dans des discours médiatiques litigieux et provocateurs. Le changement arabe doit englober les principes du droit à la différence, de la liberté de croyance, et de la valorisation de la diversité et de la pluralité. Ce sont des valeurs qui respectent la spécificité des composantes religieuses et ethniques sans pour autant tourner le dos

aux références nationales régulatrices des relations entre les groupes, de l'activité sociale et de la vie politique.

Au niveau politique, le Printemps arabe a délégitimé tous les régimes dictatoriaux et retiré la «couverture » recouvrant les dirigeants corrompus, tout en consolidant de manière catégorique et indiscutable le principe de légitimité démocratique dans toutes les affaires publiques. Ce sont des principes qui empêchent une partie de dominer une autre ; qui mettent fin à la justification de l'expansion des spécificités au détriment de l'Etat ou de leur isolement par rapport à cet Etat ; qui éliminent tout prétexte justifiant les armes hors de l'Etat, quels qu'en soient les dénominations et les objectifs ; et qui imposent l'adoption de la loi et de la Constitution comme référence exclusive pour régler tout différend ; et qui empêchent le recours aux armes et aux invasions des villes comme en 2008. Le plus important, c'est que ces principes poussent tous les Libanais à faire primer leur loyauté nationale sur les autres loyautés partielles, les idéologies mobilisatrices et les politiques et pratiques des axes régionaux et internationaux. C'est le seul moyen d'absorber les tensions entre sunnites et chiites dans le monde arabe et au Liban en particulier, et de renforcer le dénominateur communs de l'appartenance arabe et la légitimité de la diversité religieuse et culturelle, coupant court aux visées d'aucuns qui amplifient les appréhensions de telle ou telle partie ou exploitent sa spécificité communautaire ou raciale afin de servir leurs objectifs stratégiques et leurs intérêts privés.

A la lumière de l'expérience sociopolitique moderne libanaise, le Liban ne devrait plus connaître de conflit chiite-sunnite, et demeurer un exemple de l'unité islamique et nationale. Les personnalités influentes des deux parties, tels les dignitaires religieux, les politiques et les intellectuels, doivent rester attachées aux objectifs de l'unité, pour empêcher que les différences ne se transforment en différends. Aussi est-il nécessaire de multiplier les initiatives et les dialogues profonds et continus entre les deux parties, à différents niveaux et sous des formes diverses, en vue de répandre la confiance mutuelle, de lever les équivoques, de désamorcer les crises chroniques ou urgentes, et d'éviter le mélange entre le confessionnel-communautaire et le politique.

### Troisièmement : De la question islamo-chrétienne:

Au fil de l'histoire, les musulmans et les chrétiens ont bâti, ensemble, leur culture, leur civilisation et leur vie. Main dans la main, ils ont forgé leur identité nationale, lutté pour libérer leurs nations arabes des occupations étrangères, et fait face aux souffrances et répercussions de la domination de certains régimes politiques autocratiques et irrationnels. Puisque nous évaluons les conséquences du mouvement de la jeunesse sur le Liban et la région, nous nous devons de mentionner que les chrétiens arabes étaient parmi les premiers contributeurs à la renaissance arabe, à l'esquisse de l'identité et de l'appartenance arabes et à la préservation de la langue de la nation et l'enrichissement de sa culture. Aussi leurs intellectuels et politiques ont-ils été, aux côtés des musulmans, les pionniers de la renaissance arabe moderne, du mouvement de rayonnement et d'ouverture arabe et de l'édification de l'Etat national dans l'Orient arabe. A maintes occasions, durant les périodes du conflit portant sur le Liban et la région, et dans les combats sur le territoire libanais, il a semblé impossible de combler le fossé entre musulmans et chrétiens, sachant qu'il était essentiellement dû à des facteurs extérieurs non religieux. Les accords de Taëf ont toutefois consolidé, chez les deux parties, les considérations de coexistence et d'appartenance et de sort communs. Le conflit s'est ainsi terminé, ce qui a poussé Sa Sainteté le Pape feu Jean-Paul II à dire en 1994 que le Liban est plus qu'un pays, c'est un message !

Après le lancement du mouvement de changement et son arrivée en Syrie, beaucoup d'entre nous ont été choqués par les déclarations de dignitaires religieux et civils, de différentes confessions, au Liban et en Syrie, concernant leurs appréhensions et inquiétudes. Ils se basaient sur : l'émergence d'un visage islamiste radical dans certaines de ces révolutions ; le sort subi par les chrétiens d'Irak après l'invasion américaine de 2003 (assassinat de personnalités religieuses et démolition d'églises) ; le vandalisme par des extrémistes à l'encontre d'églises en Egypte ; le progrès enregistré par des partis islamistes aux élections dans plusieurs pays ; et enfin l'exode massif des chrétiens des quatre coins de l'Orient arabe, qui a eu lieu avant les révolutions, et qui risque d'aller crescendo à l'ombre des bouleversements accompagnant les changements de régimes et de dirigeants. Ces appréhensions pourraient être justifiées et requièrent donc examen, révision et

compréhension. Toutefois, leur imputer des conséquences politiques inexorables est une toute autre affaire. Dans les temps modernes, la majorité écrasante des musulmans n'a pas fait montre d'extrémisme ou de violence à l'encontre des chrétiens, ni sympathisé avec les extrémistes. Le changement a eu lieu. Il serait néfaste de miser sur des régimes tyranniques agonisants, qui ont causé les souffrances des chrétiens comme des musulmans. De surcroît, les alliances et les projets fondés sur la notion de minorité n'ont pas d'avenir, et n'ont rien à voir avec les chrétiens arabes que les musulmans ne considèrent pas comme minoritaires tout comme ils ne se considèrent pas eux-mêmes comme tels. Ils sont des partenaires dans la culture, l'appartenance et le destin, loin de la logique de protection adoptée par certains régimes et dont les répercussions se sont avérées très négatives.

En réalité, le Printemps arabe est une chance pour toutes les catégories de nos sociétés et toutes les composantes historiques authentiques en Orient. Le despotisme ébranlait les fondements de la coexistence et les notions de citoyenneté et d'égalité des droits fondamentaux, sans distinction entre musulmans et chrétiens. Quant aux positions problématiques relatives à l'intégrisme et à l'Islam radical, elles existent et nécessitent attention et coopération afin de les dépasser, ainsi que persévérance et lutte commune dans le cadre des valeurs et des principes de liberté, dignité, citoyenneté et Etat civil. Au cours des dernières décennies, la dualité despotisme-extrémisme a émergé, étant donné que les contraires s'attirent. Il est toutefois indubitable que si l'extrémisme régresse avec la chute du despotisme, cela ne scelle pas pour autant le sort de tous les problèmes. Pour lever les obstacles, il faut miser sur la lutte commune des citoyens libres et l'action civile de la jeunesse. Le peuple sera ainsi encouragé à participer à l'édification de la nouvelle société politique et à se rassembler sous l'ombrelle de l'Etat civil, des mécanismes démocratiques et des libertés garanties par la loi. Si le pari repose, d'abord, sur le mouvement civil, le partenariat entre les citoyens pour conforter l'Etat de liberté et de citoyenneté, et le système de parité indépendamment des nombres et des litiges politiques, la deuxième source de confiance se traduit par la pensée religieuse éclairée, guidée par le grand imam d'Al Azhar en Egypte qui a publié trois documents dans la foulée des révolutions :

Le premier document concerne la gouvernance civile et l'Etat pluraliste démocratique. Le deuxième est relatif aux mouvements arabes de changement, leur



légitimité et leur droit à la révolution non-armée et non-violente dans le but de changer les dirigeants et les régimes s'ils deviennent illégitimes en raison de l'injustice, l'oppression, la tyrannie et l'interdiction de la vie politique libre et de l'alternance pacifique du pouvoir. Quant au troisième document, il énonce les quatre libertés : la liberté de croyance et de culte, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de recherche scientifique, et la liberté de créativité littéraire et artistique. Dans ce renouveau, Al Azhar se base sur le système des « droits et des intérêts » des oulémas musulmans, qui englobe le droit à la vie, le droit à la pensée, le droit à la religion, le droit à la dignité et le droit à la propriété, et sur le fait que l'islam ne prône pas l'Etat religieux. Le regretté ouléma libanais, Cheikh Mohammad Mehdi Chamseddine, avait dit que l'Etat civil fondé sur la citoyenneté serait une planche de salut pour la religion et pour l'Etat à la fois!

L'importance de la publication de ces documents par une grande référence islamique réside dans la contribution au renouveau de la culture islamique, la lutte contre l'extrémisme, la surenchère, et le mélange de la religion et de la politique. Ce sont des questions importantes dans la nouvelle renaissance arabe.

Nous Libanais –qui avons dépassé l'Etat religieux, et espérons et œuvrons pour dépasser l'Etat confessionnel- avons un devoir et une mission : le devoir de préserver l'Etat de coexistence et d'empêcher la transgression de ses règles et coutumes ; et la mission d'œuvrer avec l'entourage arabe pour conforter la coexistence des chrétiens et des musulmans dans les Etats de la citoyenneté libre et des citoyens libres, les Etats des libertés religieuses et civiles, particulièrement à cette époque car c'est celle de l'avenir.

#### Quatrièmement: De la question arabe :

Durant les dernières décennies, nombreux ont pris l'habitude de parler de l'«arabité civilisée » qu'ils approuvent et considèrent comme opposée, tantôt à l'arabité nationaliste, tantôt à l'arabité liée à la religion, et toujours à l'arabité des gouvernements militaires et sécuritaires. A l'ère des révolutions, deux notions de l'arabité renouvelée sont apparues, au lieu d'une seule : l'arabité civilisée et l'arabité nationale. Les révolutions actuelles, qui ont pour slogans communs

l'action pacifique, la liberté, la dignité et l'Etat démocratique, ne veulent pas de partis idéologiques ou de partis au pouvoir.

Le problème auquel font face les jeunes révolutionnaires est celui de la tyrannie au nom de la stabilité, au nom du nationalisme et du rejectionnisme ; la perte des intérêts nationaux ; la propagation de la corruption, l'interdiction de la liberté d'expression, le monopole de la gestion des affaires publiques et l'impunité. D'où le lien étroit entre l'action des jeunes et la démocratie dans chaque pays ayant connu une révolution de la jeunesse. C'est donc la première fois que la nouvelle arabité est liée à la démocratie d'une part et aux révolutionnaires nationalistes d'autre part. Selon la logique des mouvements de changement, en pensée et en pratique, il n'ya pas de problème d'appartenance, mais de sauvegarde des intérêts et des droits, de changement de la gestion des affaires publiques, et de reconnaissance du principe de l'alternance pacifique du pouvoir. C'est un exploit que les jeunes ont réalisé pour sortir de la contradiction artificielle entre l'individuel, le nationaliste et le patriotique. Tout comme le nationalisme ne paraît plus en ce sens vilipendé, l'arabité ne devient plus liée à une notion théorique ou autoritaire, mais se mue en dénominateur culturel commun et unissant, et non en une exclusivité qui sépare. Nous retrouvons cette nouvelle notion de nationalisme et de patriotisme dans la campagne hâtive lancée par les médias loyaux au régime syrien contre les militants pacifiques de la liberté et la dignité, les accusant de faire partie d'une conspiration contre le régime nationaliste, rejectionniste et résistant, et dans la sortie précipitée de l'arabité tout entière en raison du refus unanime par les Etats-membres de la Ligue Arabe de la violence inouïe pratiquée par le régime syrien actuel contre son peuple.

La nouvelle arabité nationale donne un nouvel élan au nationalisme libanais, qui s'est traduit chez les musulmans par le document des «Dix constantes nationales et islamiques » publié par Dar el Fatwa en 1983, et le document «Les constantes nationales et islamiques » publié aussi par Dar el Fatwa en 2011. Pour ce qui est de « l'arabité civilisée », elle se défait du sens négatif qui prévalait, pour signifier que l'arabité est une culture et non une conviction exclusive à caractère ethnique ou religieux. Partant de ces deux considérations, les possibilités de rencontre et d'union des musulmans et des chrétiens se trouvent renforcées, pour protéger l'indépendance et la souveraineté, et éliminer les barrières du fanatisme au nom de la religion ou du nationalisme. Le patriotisme libanais n'est plus un tabou

contradictoire aux sentiments et intérêts nationalistes, mais devient avec le mouvement des jeunes libanais et arabes, partie intégrante de cette nouvelle arabité, ou même la condition de sa survie.

#### Cinquièmement : De la cause palestinienne :

Les Palestiniens et les Arabes ont résisté au projet sioniste depuis les années 20 du siècle dernier. Ils ont combattu l'entité israélienne après sa création sur la terre de Palestine. Les quatre dernières décennies ont été particulièrement dures pour les Palestiniens et leur nation arabe, en raison de la prédominance de l'entité israélienne, des politiques internationales injustes, de l'incapacité et la subordination des régimes tyranniques, et de la transformation de certaines armées arabes en machines d'oppression de la jeunesse de la nation. Aujourd'hui, alors que les peuples arabes recouvrent leur liberté, la gestion de leurs affaires publiques et le droit à la sauvegarde de leurs intérêts nationaux et patriotiques, l'époque de la perte tire à sa fin, pour faire place à l'ère de la libération de la Palestine, et de la création de l'Etat palestinien indépendant avec Jérusalem l'arabe pour capitale. Le Printemps arabe fait du conflit avec l'ennemi israélien une confrontation, non pas avec des régimes opprimants, mais avec des peuples libres qui retrouvent leur décision et s'affranchissent des gouverneurs autoritaires qui font fi de leur volonté et de leurs intérêts nationaux et patriotiques. L'ère du Printemps arabe sera l'ère de la victoire de la Palestine sur la colonisation, au nom de la liberté et du droit à l'autodétermination. La récupération de la Palestine, terre et peuple, a constitué, sept décennies durant, le moteur du projet de libération arabe. Elle est aujourd'hui l'essence des nouvelles libertés arabes.

#### Sixièmement : De la position vis-à-vis de la révolution syrienne :

Durant plus de trois décennies, les Libanais ont pris l'habitude de porter sur le régime syrien un regard de crainte et de subordination. La légitimité de toute idée ou orientation politique était dictée par la position vis-à-vis de la présence militaire syrienne au Liban. L'arabité était définie selon l'allégeance au « régime nationaliste arabe unique » qui contrôlait Damas. Ceux qui déviaient de l'un de ces principes, ou des deux, étaient considérés comme des traîtres et finissaient par s'enterrer dans un mutisme apeuré ou par s'exiler, voire pire. A ces « deux piliers de l'arabité », s'est ajouté un troisième, celui de reconnaître une « résistance »

représentée exclusivement par le Hezbollah et le régime syrien rejectionniste une fois de plus !

Ces 3 piliers ont été ébranlés, sans pour autant disparaître. Cela a commencé avec l'appel des évêques maronites en l'an 2000, puis la naissance du mouvement du 14 Mars et le retrait de l'armée syrienne du Liban en 2005, suite à l'assassinat du président Rafic Hariri. Durant les sept dernières années, et en dépit du retrait de l'armée syrienne du Liban, l'accusation de trahison envers l'arabité a survécu, et s'est même amplifiée, et la seule porte de sortie de ces accusations tyranniques et falsifiées réside dans la disparition des régimes despotiques qui ont réduit à l'esclavage les idées et les peuples arabes.

Le Printemps libanais a brandi l'étendard de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté. Et voilà que ces slogans sont devenus des slogans arabes à l'époque des mouvements de changement. Mais après le déclenchement du soulèvement contre le régime syrien, les accusations de conspiration et de trahison ont repris de plus belle contre les partisans de l'indépendance ou ceux qui expriment leur solidarité avec le soulèvement du peuple syrien contre son régime despotique, et ce, sous deux prétextes: ceux qui sont solidaires du peuple syrien sont coupables de « conspirer contre la Résistance »; la spécificité des relations libano-syriennes requiert la non-ingérence dans les affaires syriennes. Nul doute que c'est le peuple syrien qui fait sa révolution. Au Liban, ceux qui s'immiscent véritablement dans les affaires syriennes par les méthodes autocratiques d'antan, sont ceux qui clament haut et fort tous les jours dans tous les médias, sur le terrain et dans tous les forums arabes et internationaux, qu'ils soutiennent le régime syrien contre son peuple, ou qu'ils restent à l'écart de toute ingérence dans les affaires syriennes !

La liberté est indivisible. Les défenseurs des libertés du Liban et de son peuple ne sauraient continuer à appuyer le régime syrien contre son peuple qui se soulève pour la liberté et la dignité. Les relations libano-syriennes ne sauraient devenir égales sur les plans politique, moral et arabe, que si la transition démocratique en Syrie réussit, jetant les bases du régime de liberté et de justice, et établissant des relations égales entre les deux Etats selon les règles du bon voisinage et les intérêts communs. Nous devons au peuple syrien une solidarité maximale avec lui dans sa crise avec son régime et son soulèvement contre lui, et notre fidélité à la fraternité, la liberté et la dignité promises par le Printemps arabe, tout en cessant de trouver

des prétextes au maintien du régime syrien tyrannique et criminel à n'importe quel prix. Quant aux craintes soulevées par certains, elles devraient provenir de la survie du régime tyrannique, et non de sa disparition.

Le Printemps syrien, qui a insufflé dans la région un air de liberté et de dignité, mélangé au sang et à la souffrance des enfants, des jeunes et moins jeunes syriens, aura un impact positif sur le système libanais, sur la liberté et l'indépendance du Liban ainsi que sur l'instauration de relations normales et égales avec la Syrie. Il sera aussi bénéfique pour la Syrie arabe, dont le peuple a brandi le slogan: La mort vaut mieux que l'humiliation ! Le Printemps de Deraa, Homs, Hama, Idlib, Douma, Damas et Zabadani s'est uni au Printemps libanais et arabe ; une unité d'appartenance, d'objectifs, de valeurs et de destin.

Le nouvel Orient arabe est celui que forgent les révolutionnaires et les hommes libres de la Syrie, qui font preuve de persévérance, de résistance, voire qui vont jusqu'au martyre, pour se libérer et libérer leur nation du joug de la tyrannie et de la falsification des grandes causes sous divers prétextes, qui ne servent que les ennemis de la nation arabe.

\*\*\*

Abdal-Rahman al-Kawakibi a écrit dans son livre « Les caractéristiques du despotisme » (1902) : Le despotisme corrompt la religion, les mœurs, la politique et l'humanité de l'homme ! Et voilà les jeunes révoltés arabes qui lancent un grand mouvement réformateur afin de rectifier les valeurs et la politique, et d'instaurer les régimes démocratiques. Nous, partisans et dirigeants du Courant du Futur, réjouis et fiers de ce grand exploit, réalisons que les réformes démocratiques et la bonne gouvernance sont un travail de longue haleine, qui requiert persévérance, lutte et clairvoyance. Il est impératif de se préparer à accueillir la nouvelle conjoncture par un suivi, une critique et une lutte culturelle, politique et morale. Il est nécessaire aussi de tendre la main aux autres parties sur base de la citoyenneté, la liberté et l'égalité des droits et des obligations. Il faudra se débarrasser des sentiments et pratiques dictés par la peur, l'injustice et la domination, et s'attacher aux accords de Taëf et à la Constitution.

Le Printemps libanais a trébuché face à l'isolation, le blocus et les armes. Mais voilà le Printemps arabe qui ouvre de grands horizons de liberté et de changement

vers ce qui est nouveau, prometteur et avancé. Ce printemps interpelle le Liban par la voix de la liberté, la dignité et la justice. Nous sommes donc tenus d'y répondre favorablement et d'y participer, en nous libérant de la subordination, de la polarisation et du recours aux armes. Nous devons restaurer l'enthousiasme envers la coexistence et l'édification d'un Etat libre, capable et démocratique, à travers la poursuite de la mise en œuvre des accords de Taëf et la concrétisation du slogan «Liban d'abord » en paroles et en actes.

Le printemps politique et constitutionnel arabe n'a pas encore éclos de façon définitive. Il se trouve confronté aux problèmes des périodes transitoires après des décennies de despotisme où la stabilité était synonyme d'injustice, d'oppression et de soumission. Mais il est incontestable que ce printemps parviendra à édifier un système politique dans lequel le peuple sera maître de ses décisions grâce à la liberté de vote. Certes, la démocratie est un long processus de développement intellectuel, de pratique ouverte, de conviction en la citoyenneté, de reconnaissance de la pluralité, d'égalité et d'Etat de droit. Mais le printemps libanais ne saura mener son renouveau à terme que si toutes les composantes du peuple libanais s'engagent à appliquer la Constitution, sans distinction entre ses clauses. Cela, car le printemps arabe assure un climat de confiance, de tranquillité et de changement positif, et donne aux Libanais sur le court terme la chance d'examiner leurs questions politiques et constitutionnelles urgentes et nécessaires en vue de consolider la stabilité.

La parité entre les chrétiens et les musulmans, dans la représentation législative et ministérielle et les postes de première catégorie au sein de l'administration publique, est ancrée dans les esprits des politiques libanais – en sus d'une clause constitutionnelle contraignante. Les incitations confessionnelles ou les préoccupations numériques ne réussiront pas à changer notre engagement à respecter cette parité consensuelle. Le dialogue rationnel et éclairé demeure le moyen d'appliquer cet engagement.

Si la Constitution est une vérité immuable pour les Libanais, il est une autre expérience vécue par toutes les factions libanaises sans exception, qui n'a engendré que déceptions et crises qui ont secoué l'Etat, le système et la coexistence, à savoir le recours aux armes hors de cadre de la loyauté patriotique à l'Etat libanais. Oui, l'expérience des armes illégales a tenté tout le monde. Certains se sont accoudés au frère, à la juste cause, d'autres se sont aventurés à contre-attaquer. D'autres encore

ont beaucoup perdu de l'aura de leur victoire après le retrait de l'armée d'un pays frère, ou en utilisant les armes pour l'intimidation interne. Tout cela dans le cadre d'un projet régional non-arabe qui les mettait en confrontation avec l'Etat national et son droit au monopole de la décision de guerre ou de paix. Le Printemps arabe a anéanti la capacité de toutes les armes illégales à changer les équilibres, plaçant enfin les décisions fondamentales aux mains du peuple et non d'un individu ou d'une partie, quelque soit le prétexte du port ou de l'utilisation des armes. Nous considérons tous ces faits comme faisant partie d'un passé dépassé. Pour en effacer les séquelles, nous sommes toujours disposés à participer à un dialogue positif, démocratique et pacifique, lors de la discussion sur l'existence et l'utilité de toutes les armes sur le territoire libanais, dans le cadre de la stratégie de défense de l'Etat libanais et de ses institutions élues démocratiquement et représentatives de tous les Libanais. C'est à cet Etat que revient -à travers ses institutions constitutionnelles- le droit et le pouvoir du commandement et du contrôle, la décision de guerre et de paix ainsi que la défense des libertés et de la dignité des citoyens, face aux conditions imposées par ceux qui font fi de cet Etat. Il n'est nul doute que la mise en œuvre des décisions du dialogue national concernant les armes palestiniennes facilitera le règlement d'autres questions prioritaires, étant donné que le dialogue sérieux et nécessaire sur le plan national doit avoir des sujets, un calendrier et des objectifs clairs.

Durant plus de quatre décennies, l'essor du Liban a buté contre de fausses causes et contre la mainmise sur la sécurité nationale, les deniers publics, l'administration, les institutions, le système et l'Etat. Outre ses objectifs déclarés, le changement arabe en cours constitue un renouveau pour l'économie nationale, la gestion des ressources, et la lutte contre la corruption, relevant le niveau de vie, l'existence et l'humanité de l'Homme. Et quand la volonté libre de la jeunesse libanaise et celle des révolutionnaires arabes se rejoignent, les Libanais, qui ont souffert et souffrent toujours, seront les premiers bénéficiaires du Printemps arabe et du Printemps de l'Homme arabe.

Le Printemps du Liban se réalisera quand les Libanais recouvreront leur Etat et leur système démocratique afin de pouvoir relever les nombreux défis politiques, économiques et sociaux qui se profilent à l'horizon. Il nous incombe à tous de lutter pour le retour de l'Etat auquel aspirent les Libanais pour préserver leurs intérêts nationaux, leur indépendance, leur prospérité et leurs libertés.

Le changement et l'essor s'accomplissent grâce à la volonté des gens libres. La volonté des Arabes libres donnera lieu à la complémentarité, la véritable stabilité, le renouveau, et la marche vers un avenir meilleur : « pour qu'ils aient la vie et pour qu'ils l'aient en abondance » (L'Évangile selon Saint Jean 10 :10).

C'est le temps des gens, du public, de la jeunesse, des grands défis, des grandes opportunités et le temps du renouveau utile. « L'écume s'en va, au rebut, tandis que ce qui est utile aux Hommes demeure sur la terre » (Sourate du Tonnerre, verset 17).